

DECLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président,

Ce comité technique local s'ouvre dans un contexte de crise sanitaire qui dure et d'un nouveau gouvernement de bandits (cf les affaires en justice en cours), de menteurs et de patrons comme le montre leur CV.

A la DGFIP, la crise sanitaire venue s'ajouter à la crise générale a durement touché les collègues confrontés à toute la force d'un système qui les subordonne à leur hiérarchie, aux décisions injustes et hors-sol. Nous avons pu voir de bas en haut toute la chaîne d'incompétence et de désorganisation. Nous avons certes vu le gouvernement gérer la covid 19 avec des postures quand il s'agit de répondre à des besoins et une feuille de route pour sauvegarder les profits des monopoles. Posture sur les masques qui ne servent à rien quand ils ne sont pas en stocks et les masques qui sont obligatoires quand on peut les acheter aux entreprises, posture quand un Segur de la santé est lancé pour éteindre le feu des luttes des personnels de la santé et que tous les problèmes des hôpitaux sont les mêmes aujourd'hui. **Et dans notre administration, nous avons pu aussi constater combien les décisions prises dans nos services étaient injustes, décalées ou inefficaces quand ceux qui travaillent ne décident de rien** : manque de PC pour travailler, primes à la gueule, jours volés, restauration, protocoles et protections pris à la légère, informations à certains et pas à d'autres, brimades, etc

Avec la rentrée, les agents de la DGFIP reçoivent une couche supplémentaire. Le jour de carence est maintenu malgré la nouvelle aggravation de la crise sanitaire, les agents en test covid doivent poser des congés en attendant le résultat, le NR«P» est relancé de plus belle semble-t-il, le budget du ministère est annoncé avec 2163 suppressions de poste, c'est plus que ce qui avait été annoncé en 2019 (1800).

Depuis des années, la DGFIP absorbe la grande majorité des suppressions d'emplois, les services sont exsangues, les collègues en souffrance, les usagers et contribuables à bout de nerfs... mais rien n'y fait, notre administration se targue même d'être à la tête d'une administration exemplaire en termes de suppressions d'emploi...**Dussot a posé le tableau (façon de parler !)** sur France Info il y a quelques jours : il explique qu'il n'y a pas de problème budgétaire, les créations d'emploi seront compensées au budget par les ministères qui feront des efforts en citant seulement notre ministère au journaliste. Peut-être nous direz-vous que l'avenir est aux **contractuels** que l'on peut désormais recruter sur tous les postes, corvéables à merci par leur précarité et jetables à la fin de leur « mission ».

La Police bénéficie de la création de 1,369 nouveaux postes, après 1,536 cette année. Le budget militaire augmente encore de 4,5 % avec plus 1,7 milliard d'euros en 2021, comme en 2020.

Nous avons donc une première question Monsieur le Directeur : combien de suppressions d'emploi va-t-on avoir dans l'Aude ? A cette période de l'année vous avez déjà été contacté par la direction régionale (DRFIP) au moins pour le

calendrier de répartition des suppressions d'emplois en Occitanie, en outre vous avez déjà réfléchi aux services où vous pourriez supprimer, nous vous demandons donc de nous dire tout ce que vous savez sur ces sujets.

Depuis des années, les agents surcompensent ces suppressions par leur investissement, leur conscience professionnelle et leur attachement à rendre un service public de qualité. **Mais non satisfait d'en abuser, vous nous « remerciez »** en détériorant nos conditions de travail, en détruisant nos droits et garanties, en restreignant nos droits à être défendus par la suppression des CAP, en démantelant le réseau, en bloquant les salaires, en diminuant les promotions etc.

Au sujet des promotions, nous vous demandons de nous informer du procédé d'information que vous comptez mettre en place concernant les listes d'aptitudes dans l'Aude.

Concernant le NR«P», pendant des mois, les agents se sont mobilisés, et mis en grève dans les territoires pour affirmer leur désaccord, leur mécontentement profond, avec les élus et la population. Dans l'Aude aucune convention n'a été signée avec la DDFIP. **Quelles sont vos intentions concernant le Nouveau Réseau de « Proximité » ?** La direction avait promis de donner le calendrier de vos fermetures fin 2019.

Le projet pour l'Aude (amendé grâce à la lutte) est-il abandonné ? Acceptez-vous la proposition de notre intersyndicale audoise Finances Publiques de réunir usager, élus et agents pour faire état et décider des besoins dans

chaque territoire ? et si non, nous vous demandons de la transparence et de nous annoncer le calendrier prévu et précis de vos projets de fermeture et réorganisation.

La question est la même concernant la création du SDIF sur un seul site du département qui est une décision de votre ddfip et

indépendante du NR«P» lancé par Darmanin : à quelle date voulez-vous le faire, les agents n'ont aucune information ?

L'intersyndicale nationale Finances Publiques appelle à la mobilisation en novembre, nous appelons également à soutenir les personnels de la Santé qui sont dans l'action le 15 octobre alors que l'APHP envisage l'annulation de leurs congés par manque de personnel et que les lits continuent d'être supprimés, que 30 % des agents hospitaliers arrêtent le métier au bout de 5 ans ...

Nous n'avons donc qu'une réponse à toutes ces attaques, la mobilisation ! Cela dépend de nous !

Les élus de la CGT Finances Publiques Aude.

N'hésitez pas, contactez les collègues de la CGT Finances Publiques 11

Mél : cgt.ddfip11@dgfip.finances.gouv.fr

Site de la section de l'Aude: <http://www.dgfip.cgt.fr/11/>